

L'Alliance des Civilisations au moment du centenaire de la Conférence d'Algésiras

Enterrer les éternels préjugés et les idées fausses entre l'Espagne et le Maroc est l'un des objectifs de l'Alliance.

Máximo Cajal

Un siècle après l'inauguration de la Conférence d'Algésiras et un demi siècle après la reconnaissance par l'Espagne de l'indépendance du Maroc le 7 avril 1956 et la fin du Protectorat espagnol – dont cette conférence fut l'antichambre funeste de la souveraineté du sultan et de l'indépendance de cet empire, si acclamée par les puissances signataires – il n'est pas vain de regarder en arrière et se demander à quel point le temps est passé en ce qui concerne les relations hispano-marocaines. Et, surtout, faire cela en vue des perspectives inédites qui s'ouvrent avec l'Alliance des Civilisations. Une proposition des Nations unies, mais d'origine espagnole qui, hasards de la vie, complètera la première étape d'un parcours que l'on espère fécond, précisément, à la fin 2006. A cette date, le Groupe de haut niveau qui a commencé ses travaux à Palma de Majorque (27 et 29 novembre), livrera ses recommandations au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Un plan d'action, d'inspiration éminemment politique, avec des mesures concrètes et pratiques destinées à couper court à la croissante méfiance qui est en train de ronger les fondements sur lesquels repose la cohabitation au sein de la communauté de nations et qui menace la paix et la stabilité internationales. Une fracture – creusée par ceux qui fomentent l'extrémisme – que l'on ne peut sauver qu'à travers la promotion du respect mutuel et la réaffirmation de l'interdépendance du genre humain. Tendre des ponts et non les miner. En finir avec la peur et le refus de l'autre, souvent – et de plus en plus – notre voisin.

Conjointement à sa vocation universelle, étant donné que la menace a gagné des proportions globales, l'Alliance de Civilisations contient aussi une dimension spécifique qui en fait l'étalon avec lequel nous devons inévitablement mesurer deux questions qui, pour différentes raisons, touchent les espagnols, de même qu'elles transcendent les relations extérieures de l'Espagne en devenant aussi des affaires nationales. Il n'est pas surprenant que les deux affaires aient été récemment suscitées et mises en relation en public. Il s'agit, d'un côté, de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), heureusement mise en route, des relations entre Ankara et Bruxelles, et d'un autre côté, évidemment,

des relations entre Madrid et Rabat. L'on pourrait affirmer qu'en effet, l'Espagne, le Maroc, la Turquie et l'UE doivent faire face au défi que se mesurer aux objectifs que veut atteindre l'Alliance des Civilisations suppose.

La Turquie est convoquée à ce rendez-vous, en raison de ses efforts pour accorder islam et modernité sur la voie tracée par Kemal Atatürk et de la tout aussi difficile labeur d'ajustement aux exigeants paramètres de l'UE. Ainsi, Ankara et Bruxelles, chacune de son côté, sont minutieusement scrutées afin de ne pas démentir avec des faits les espoirs que les citoyens turcs ont placés en elles, des citoyens qui se sont investis dans un combat civique contre le nationalisme exacerbé et l'intolérance religieuse dans leur pays ; ce sentier étroit qui avance entre la honte et l'orgueil, dont parlait l'écrivain Ohran Pamuk. Car, avant même que ce processus délicat n'aboutisse, quelle crédibilité aurait eu le message proclamé par l'Alliance des Civilisations si l'UE avait refusé tout espoir à la Turquie le 3 octobre 2005 ? Quel aurait été le message perçu par le peuple turc, par le monde islamique en général, si ce n'est celui d'une Europe devenue un bastion chrétien exclusif et fermé sur soi, objectivement promotrice des secteurs les plus radicaux de ces sociétés ? Et, en ce qui nous concerne, car ce n'est pas une moindre chose que les parrains de l'Alliance soient le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, et le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero : quel crédit mériterait cet effort commun des deux chefs politiques condamnés à la mésentente depuis ce jour ? Comment partager avec les turcs l'impossible mission de promouvoir avec eux cette proposition alors que nous leurs refusons l'entrée à notre sanctuaire ?

Les relations Espagne-Maroc

De ce point de vue, la santé des relations entre deux voisins, l'Espagne et le Maroc, qui, en grande mesure, symbolisent le défi auquel nous devons faire face, est aussi minutieusement observée. Car cette initiative met également à l'épreuve la crédibilité des deux pays, alors que nous sommes proches de la célé-

bration – pour ainsi dire – du centenaire de la Conférence d'Algésiras. Spécialement en ce qui concerne la crédibilité de l'Espagne, promotrice de l'Alliance des Civilisations.

Cent ans, ce sont de nombreuses années. Nous ne pouvons les franchir sans plus. Nous ne pouvons détourner l'attention impunément de la période qui sépare le 16 janvier 1906 du moment présent, fin 2005. Ainsi l'on peut voir défiler les images du passé, pour certains comme moi assez proche – de même que la guerre de Cuba m'était proche dans ma jeunesse – la Semaine Tragique, le Barranco del Lobo, l'ombre abominable du Gourougou, d'Annoual, du Mont Arrouit, le débarquement d'Al-Hoceima, les militaires africanistes. « Les maures que Franco embarqua » pour lutter dans la guerre d'Espagne que racontait Maria Rosa de Madariaga ; pour lutter contre les « sans Dieu » !, ainsi que proclamaient les banderoles de propagande dans la zone nord du protectorat. Il existe d'autres images, bien sûr. Quelques unes très récentes, choquantes, du moins pour moi. L'îlot de Perejil, Leïla ou Toura, qu'importe. Un sursaut néocolonialiste dans la façon arrogante et disproportionnée de gérer cette crise, étrange faux pas du Maroc. Des représentations, des perceptions, toutes à double sens, comme certains produits de l'industrie de l'armement, toujours entre les mains des uns et des autres pour nous les jeter à la figure.

Mais il sera difficile de surpasser la suspicion, la méfiance et le ressentiment ataviques, tant que nous ne reconnâtrons pas nos propres responsabilités. Des fautes historiques, partagées avec la France, un sous-produit du pêché du colonialisme. Cette « action de l'Espagne au Maroc », ainsi que l'on l'appelait alors, qui passa de la pénétration pacifique à la guerre sans quartier – arme chimique incluse –, d'une férocité comparable dans les deux camps mais où l'on pourrait excuser les rifains car c'était la défense, condamnée dès le début à l'échec, de leurs douars et de leurs familles, et non nécessairement du sultan discrédité. Mais ce qui les justifiait surtout, c'était la défense de leur foi, souillée par la présence de l'infidèle qui, dans son ar-



Le 16 novembre 2005, le Maroc a fêté le 50e anniversaire de son indépendance. De gauche à droite : le roi du Maroc, Mohammed VI ; le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, le premier ministre français, Dominique de Villepin, et le premier ministre du Sénégal, Macky Sall. Rabat, novembre 2005. / AP RADIALPRESS

deur évangélistrice, menaçait l'islam. Ils étaient nombreux en effet, même en dehors des ordres religieux européens, français et espagnols en particulier, à proclamer en ces temps, comme Gabriel Maura en 1905, la « démusulmanisation » du Maroc, parce que, d'après lui, les deux civilisations étaient complètement incompatibles. Déjà en ces temps l'on parlait beaucoup de civilisations ! Bien que les acteurs aient changé, il existe un certain arrière goût très actuel dans ce jugement que l'on faisait alors de l'ingérence européenne face aux nationalistes arabes qui assistèrent à la Convention de Jérusalem en 1931. Elle était conçue, nous rappelle Mohammed Benaboud, comme une stratégie pour dominer le monde islamique et comme une manœuvre idéologique qui mettait la foi en danger. Ils étaient persuadés – n'est-ce pas ce qui arrive aussi aujourd'hui ? – que « les forces les plus intégristes du christianisme, appuyées par les tendances religieuses et politiques les plus extrémistes du sionisme, menaçaient l'islam partout, depuis l'Inde jusqu'au Maroc, en passant par la Palestine ». L'Histoire

se répète. N'est-ce pas ironique que dans cette histoire qui est la leur, celle des colonisateurs bien sûr, sous le prétexte d'apporter la civilisation en Afrique, ils aient reproché aux natifs leur manque de gratitude quant aux fruits que l'envahisseur leur apportait à coups de bâton ?

Espagnols et marocains, nous gardons encore une blessure ouverte, un fond de méfiance, une lourde charge de préjugés et de stéréotypes, surtout de ce côté du Détroit. C'est précisément sur ce terrain, celui des mentalités, où l'Alliance des Civilisations veut agir, pour dépasser les préjugés, les idées fausses, les erreurs d'appréciation et la polarisation. La mésentente hispano-marocaine existe toujours, c'est le produit d'une dénaturalisation permanente et délibérée de la réalité historique, qui se prolonge encore de nos jours. Une déformation qui en est arrivée à l'extrême d'exorciser le passé de l'Espagne musulmane, en la sublimant, pour essayer de conjurer ainsi le présent qui est d'autant moins aimable qu'il est là devant nous, à nu. Jean-Robert Henri dénonçait ce fait en 1999, lorsqu'il parlait de l'activation du mythe néo-andalou comme un mythe de réconciliation. C'est surtout, contre cette vision déformatrice – que l'on souffre ces derniers temps par rapport à la Catalogne et les catalans, bien que certains essayent au dernier moment de la noyer en *cava* (champagne catalan) – que la version espagnole de l'Alliance des Civilisations doit se hausser.

Fondements de l'Alliance

Dans le mandat reçu par le Groupe de haut niveau, sont établies certaines règles qui nous intéressent. Elles pourraient commencer à s'appliquer de façon pratiquement immédiate en vue de la mise au point du futur cadre de nos accords. De plus, elles soulignent la priorité qui est donnée dans cette proposition de l'ONU à la société civile. La création d'associations qui contribueraient à une meilleure connaissance mutuelle, aussi bien de nos différences comme des nombreuses choses que nous avons en commun. L'adoption de mesures éducatives destinées à favoriser une meilleure compréhension de nos cultures et nos modes de vie respectifs. Serait-ce si échevelé que d'écrire conjointement une histoire commune, non plus celle de l'Espagne musulmane, mais celle des relations entre les deux pays, beaucoup plus actuelle et exigeante ? L'urgence de prêter attention à la jeunesse, secteur décisif de nos populations, à laquelle il faut inculquer dès le début les valeurs de la modération, la coopération et l'estime de la diversité.

Ceux sont là certains des fondements de tout un programme d'action. Nous avançons déjà en ce sens. Le Comité Averroès, par exemple, devrait avoir, selon moi, une plus grande visibilité, être plus populaire, plus accessible. 2006, l'année du Maroc en Espagne,

nous offre une opportunité unique. Nous devrions aussi montrer une plus grande continuité dans l'effort. En tout cas, une grande partie de ce travail correspondrait aux autorités marocaines. Du côté espagnol, il sera difficile de mieux connaître notre voisin du Sud si nous ne parlons pas sa langue. Les arabisants espagnols se limitent à une poignée presque héroïque d'hommes et de femmes qui luttent pour la préservation d'un outil essentiel – bien que pratiquement inexistant – non seulement pour la politique extérieure de l'Espagne, mais, de plus en plus, pour aborder la délicate question de l'islam espagnol, majoritairement marocain en son origine. La jeunesse, le plus grand dépositaire d'espoirs mais aussi la fraction la plus vulnérable de nos sociétés, plus susceptible aux manipulations, secouée comme elle l'est dans de nombreux cas par le chômage et le manque d'avenir. Serait-il possible de créer entre nous, le Maroc et l'Espagne, un programme ambitieux d'échange de jeunes, source d'une meilleure entente dans le futur ?

Pour cela, il faut décidément se mettre à l'œuvre. En effet, il est inutile d'aller chercher très loin un banc d'essai où s'y mettre. Pour commencer, il suffit de le faire chez soi. C'est un travail difficile, car il s'agit aussi de changer les perceptions, les idées préconçues, ces implants introduits dans nos mentalités. De là, la transcendance que l'Alliance des Civilisations prête à l'éducation. Il reste un long chemin à parcourir.

Au Maroc aussi, bien sûr. Et c'est responsabilité du Roi et de son peuple que d'avancer sans vaciller dans la voie de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. C'est là le parcours où marocains et espagnols nous nous sommes engagés sans que nous soyons obligés de parcourir la même distance ni suivre le même sentier. C'est peut-être là que repose la difficulté de cette entreprise, car il sera difficile de se rencontrer à mi-chemin. Mais le pari est pressant et décisif. D'autant plus si, comme affirmait le ministre des Affaires étrangères espagnol, Miguel Angel Moratinos, le 20 octobre 2005, le Maroc et la région du Maghreb en général, jouent un rôle crucial dans la stabilité et la sécurité de l'Espagne et de l'Europe. C'est absolument vrai. Une évidence qui conduisit le ministre à demander un statut d'intégration pour le royaume voisin presque identique à celui que la Turquie obtiendra le moment venu. C'est une façon à nouveau de rappeler aux européens la demande d'adhésion formulée par le Maroc de Hassan II en 1988 à ce qui était alors la Communauté européenne.

L'on pourrait dire qu'un fil conducteur est en train de se former, qui, à travers Madrid arrive jusqu'à Rabat et Ankara, en passant par Bruxelles. Et que le dénominateur commun de cet autre « grand jeu », d'autant plus noble dans ses aspirations, c'est, précisément, l'Alliance des Civilisations. ■